

Tribune libre Gerry Taama

**Je suis un
homme** P6&11
en colère.



Mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO :
L'appel du MJCT
à l'endroit des P5
acteurs politiques



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0376 du Lundi 06 Août 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Après la feuille de route...

Elle fait l'unanimité à quelques exceptions près, elle, c'est la feuille de route de la CEDEAO rendue public le 31 juillet dernier en marge du sommet. Cela faisait longtemps que les acteurs politiques bref toute la population attendait cette feuille de route sensée ramener dans la cité, la paix troublée depuis août 2017. C'est fait, la fameuse feuille de route est disponible. Le schéma de sortie de crise est tracé il est connu de tous. Ce n'était pas aussi aisé pour l'organisation sous régionale d'émettre une feuille de route aussi consensuelle, qui emporte l'adhésion de tous. Certains ont pris actes d'autres ont gardé un silence bruisant de langage. Grosso modo elle satisfait presque tout le monde la fameuse feuille de route.

A présent, la mise en œuvre, l'autre bataille. Même s'il existera un comité de suivi pour veiller à la bonne application des recommandations, on peut dire que la CEDEAO tant sollicitée a fait sa part. Il revient désormais aux acteurs politiques de faire la leur. Ils ont acclamé à cœur joie et à l'unisson la feuille de route. L'heure a enfin sonné pour se serrer les coudes dans l'exécution des ordres de la CEDEAO. C'est pourquoi les portes du dialogue restent grandement ouvertes pour permettre que des solutions soient trouvées aux points d'achoppement.

Il faudra aussi tirer les leçons des échecs du passé en ce qui concerne les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des différents accords scellés en politique. Chacun ayant eu une part de responsabilité dans ces échecs, le moment n'est pas propice à la recherche d'éventuels coupables, mais de vraies solutions pour reléguer la crise derrière nous et ouvrir les portes d'un Togo nouveau.

Le Directeur de Publication

Nos routes toujours mortelles / Bilan des accidents au 1er semestre de l'année :



@Image d'archives

2840 accidents
286 morts P.4

La CEDEAO et la crise
politique togolaise :

**Les grandes
leçons d'une** P.3
feuille de route

Faure Gnassingbé a présidé hier la cérémonie
de pré-réception du nouveau sanctuaire
de la paroisse
St Boniface
de Kovié P.6



Parole aux citoyens

En lieu et place de la rubrique micro à l'envers, rubrique dans laquelle nous donnons la parole aux confrères sur un sujet d'actualité, votre journal vous propose désormais la réaction des citoyens toujours sur un sujet.

ATSOU, MECANOGRAPHE DE FORMATION

Les facilitateurs ne veulent pas dépouiller le pouvoir et le mettre à nu vis-à-vis de l'opinion régionale et internationale. Ce qui est d'ailleurs très éloquent, très intelligent et très brillant. Les Togolais doivent comprendre cela et aussi savoir que ce n'est que le début du commencement.

Laissez le pouvoir se réjouir avec leurs champagnes, leur Vodka, leur whisky et leur vin. Ce qui est sûr est que la diaspora et la société civile ne céderont plus à ce genre de magouille. Tous les yeux sont braqués sur la feuille de route pour le dénouement des faits accomplis. La CEDEAO a les copies aussi dans leur verrouilles. Ils feront une erreur de ne pas suivre les recommandations.

L'an 2020 est encore loin tout peut encore changer. La C14 et la diaspora ne dormiront pas jusqu'à ce que la suite soit accomplie. Autrement dit, le Togo marche vers une crise que tout le monde regrettera à cause de leur incompétence, leur incapacité, leur tricherie et leur drible d'hypocrisie, menteurs, gourmands et de mauvaise foi et mauvaise conscience humaine. Rien n'est fait, le gros boulot est en cours. Les Togolais doivent savoir que le tronçon du régime Unir est en grosso modo enfoncé et renforcé en profondeur pour 50 ans de règne de terreur, d'intimidation, de soumission, et de défaillance politique. Nous tous, Togolais et Togolaises avons tous contribué à ce pouvoir de mauvaise foi et à défaut national suivi de grandiose ignorance en idiotie populaire et avec acclamation populaire. Nul ne peut espérer de le déraciner en une année ou encore deux ans !

Que leur lendemain leur porte conseil de bonne conscience, de l'humilité et le pouvoir de sagesse, de vérité et de réconciliation nationale à travers cet effort minutieux mais gigantesque de la CEDEAO. Sinon, un ventre affamé n'a plus d'oreilles ! Le Togo peut toujours glisser dans un chaos catastrophique qui n'épargnera personne dans la région Ouest-africain, surtout le Ghana et le Nigeria. La CEDEAO doit prendre toutes mesures et précautions pour éviter le pire à venir. A bon entendeur salut !

Vive le Togo! Vive la diaspora Togolaise! Vive la société civile pour leur engagement solennel et patriotique.

INNOCENT, JURISTE DE FORMATION À LOMÉ

La CEDEAO a très bien satisfait toutes les demandes de l'opposition, à savoir: la non candidature de Faure Gnassingbé par le point 42. b.: "la limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels". Cette recommandation est lourde et symbolique pour l'espace CEDEAO. Ceux qui gesticulent ne comprennent rien, soit du droit, soit de la politique. Le vote de la diaspora au point 44. b. Même s'il est écrit : "la possibilité pour les Togolais vivant à l'étranger de voter..." On n'a pas dit "dans la mesure du possible". Possibilité = qualité de ce qui est possible; le contraire est la mauvaise foi, donc sanctionnable ou constituera un malus pour l'autre partie. Le déverrouillage des institutions par le point 42. c. et d. et le reste du texte de la cedead. Demandez-vous pourquoi cet encadrement régional draconien de la cedead, plutôt que rien du tout.

FG sort définitivement affaibli par ces recommandations que les juristes doivent expliquer simplement au peuple. Ce peuple est à mobiliser pour le 20 décembre, jour probable du décès du régime. Tout le reste des commentaires n'est que spéculation. Ce sont les sages jurisconsultes (les présidents du Ghana et de la Guinée) qui ont écrit cette solution politique comportant, d'ailleurs un comité de suivi qui n'est pas rien. Que voulez-vous encore?

La C14 est en réalité vainqueur le 31 juillet dernier. On n'a pas besoin qu'on dise que FG ne doit pas se présenter en 2020; certes pour le peuple, c'est clair et il descendra dans les rues pour jubiler. Ça sera contre-productif. Les sommets internationaux ne sont pas faits pour humilier un président. Mais par interprétation des recommandations, FG est puissance interdit de se présenter. D'autres actes suivront dans ce sens, soit bilatéralement, soit multilatéralement.

JACQUES, JOURNALISTE DANS UNE PRESSE ÉCRITE PRIVÉE.

Depuis vendredi, après la désillusion des recommandations de la CEDEAO au sens de la C14, les rejets s'illustrent de nouveau avec cette histoire de communiqué falsifié. C'est tout ce qu'ils ont trouvé à dire. Certainement que c'est l'une des dernières branches à laquelle ils s'accrochent tous. La CEDEAO est en train de gérer la crise togolaise de la plus belle manière, tout ce que cette opposition veut, elle l'a eu, elle veut quoi encore ? elle appelle quoi insuffisance ? C'est la CEDEAO qui choisit les candidats aux élections dans les pays ? Non si vraiment elle tient vraiment à ce peuple, elle doit oublier ces petits calculs politiques. ■

Pharmacies de garde à Lomé

Semaine du 06/08/2018 au 13/08/2018

BON PASTEUR* 38, Av. Libération 22 21 13 67

BOULEVARD* Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49

AMESSIAME-BE* Marché de Bè 96 32 97 60

OLIVIERS* Bd. Houphet Boigny 22 27 04 34

ESPERANCE* Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyékonakpoé (Rue Adjololo) 22 21 01 28

LIBERATION* Avenue Libération prolongée 22 22 25 25

BON SECOURS* Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca 22 45 76 74

ROBERTSON* Après la Lagune de Nyékonakpoé (TOGBATO) 22 22 28 41

N.D. DE LA TRINITE* Sise au 20 boulevard de la paix à Super Taco 22 21 27 80

GBEZE* Boulevard Jean Paul II 22 26 32 61

UNIVERS - SANTE* Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS 22 61 81 43

AEROPORT* Rte de l'Aéroport SITO 22 26 21 22

INTERNATIONALE* Sise Marché de Hedzranawoe "Asiye", Boulevard du Haho 22 26 89 94

RAOUDHA* Située au 4495 Boulevard Zio Hedzranawoe, derrière TOGO 2000 22 61 39 39

SANTA MADONNA* Sise à Kégué sur la route du petit contournement à côté de l'église catholique Ste Thérèse 70 01 03 03

MISERICORDE* BE-KPOTA 23 38 47 62

LE PROGRES* Sur le tronçon CIMTOGO-Gendarmerie d'Ahadjikpota non loin du marché de Zorro-bar 22 35 86 55

BETHEL* Rte d'Adidogomé 22 25 23 70

DES ECOLES* Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé 22 51 75 75

HOSANNA* Carrefour Sagbado-Adidogomé. Axe Sémekonawo 92 53 50 00

BETANIA* Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah 96 80 10 11

MILLENAIRE* Face réserve de la gendarmerie d'Agoenyivé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord 22 51 64 31

MATHILDA* Route PATASSE - Lomégan - ODEF 22 51 15 34

LE SHADAI* Face Ecole Théologie ESTAO 22 51 44 25

DIEUDONNE* Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou 70 44 84 59

EL-SHAMMAH* Sise à amadahomé à côté de la maison des jeunes 70 43 25 85

NABINE* Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau) 93 36 26 26

AGOE-NYIVE* A côté de l'Eglise Catholique d'Agoè-Nyivé 22 25 83 38

DIVINA GRACIA* Quartier Agoè-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 93 83 91 00

CHARITE* A côté du CEG d'Agoè-Nyivé 22 25 12 60

LA MAIN DE DIEU* Sise à AGOE ASSIYEYE non loin de l'église des Assemblées de Dieu (Temple Galilée) 93 40 21 21

ABRAHAM* goè-Logopé Kossigan 22 50 10 00

HYGEA* Face Lycée publique de Baguida sur la route d'Afanoukope (Baguida) 99 27 36 36

LE DESTIN A* côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

Prompt Rétablissement

**LE LIBÉRAL, c'est tous les
lundis et mercredis chez
votre marchand de journaux**

La CEDEAO et la crise politique togolaise : Les grandes leçons d'une feuille de route

Comme convenu entre les facilitateurs et les protagonistes de la crise togolaise lors de leur dernière rencontre en juin dernier, le 5ème sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu à Lomé le 31 juillet, a proposé une feuille de route pour une sortie de crise au Togo. Analyse des points saillants de cette proposition qui met fin au statu quo entretenu depuis le 19 août 2017.

L'annonce de la feuille de route était attendue comme les résultats d'un examen qui vient délivrer les candidats. Le 31 juillet 2018 au terme des travaux de la 53ème session de la conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO, la feuille de route est venue tracer la voie à suivre pour progresser. Aussitôt diverses interprétations et supputations de tous genres fusent de partout. Mais le moins que l'on puisse en dire est que c'est le Togo qui en sort gagnant.

Réaliste dans ses recommandations, la feuille de route vient comme pour remettre les charlatans politiques et rêveurs en face de la vérité. Voilà pourquoi, ceux qui pensaient que la CEDEAO allait demander à Faure Gnassingbé de se retirer en 2020 se sont désillusionnés au bout du compte.

Ils ont fini par se rendre compte que la CEDEAO ne peut jamais demander à un président de ne pas se présenter à une élection, aussi longtemps que la Constitution de son pays le lui permet. Faure Gnassingbé n'a pas été nommé président de la République. Il a été élu sur la base du principe sacré de la démocratie à travers les urnes, et la CEDEAO n'a ni le mandat, ni le pouvoir de désigner ou de sortir un président candidat de la course présidentielle dans les Etats membres de l'organisation communautaire.

En encourageant la poursuite du dialogue, les Chefs d'Etat de la CEDEAO, montrent par là que pour améliorer le cadre électoral



et opérer les réformes, le dialogue ne doit pas se rompre ; le dialogue est le seul cadre où les parties trouveront le consensus face à leurs divergences.

Bref, la feuille de route vient mettre fin au statu quo qui dure depuis un an. Elle tranche sur la date des prochaines élections législatives : le 20 décembre 2018. Ceci est un acquis important qui permettra au pays d'avancer, quand on sait que l'Assemblée nationale actuelle est en fin de mandat depuis, justement ce 31 juillet.

Aucun parti ou regroupement de partis ne devra donc solliciter une dérogation en ce qui concerne la date des prochaines législatives. L'opposition ayant demandé, lors des précédentes sessions du dialogue la suspension des travaux de Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), et estimé trop proche la date de 22 novembre (à vérifier) proposée à la rencontre de juin dernier, a maintenant le temps pour rattraper le train en marche. Ces législatives doivent

constituer la priorité de la classe politique, étant donné qu'on est seulement à quatre mois de l'échéance. Et à cet effet, la feuille de route invite toutes parties au strict respect de la Constitution.

Le sommet recommande également la recomposition de la Cour constitutionnelle, la limitation à deux du mandat présidentiel, le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du président de la République.

Ces points de la feuille de route ne sont pas nouveaux pour les uns et les autres. Presque acquis avant le sommet de Lomé, ils étaient contenus dans la proposition de réformes faites par le pouvoir en 2014, 2016 et 2017. Mais surprise par la bonne volonté du pouvoir de faire ces réformes, l'opposition a joué aux troubles fêtes (du fait de ses calculs politiques), en empêchant l'Assemblée Nationale de les adopter. Le vote de la diaspora est aussi un point important sur lequel il n'y avait pas eu trop de tiraillement.

C'est depuis 2009 que l'opposition a entrepris de

saboter la mise en œuvre des réformes. Les radicaux ont alors refusé de prendre part au gouvernement d'union nationale dirigé par Me Agboyibo du CAR. Ces mêmes radicaux, après avoir divorcé d'avec leur ancien parti, l'UFC, se sont retrouvés sur la bannière de l'ANC et la C14 où ils perpétuent le sabotage de la mise en œuvre des réformes en demandant le retour de la Constitution de 1992, puis ensuite la non représentation de Faure Gnassingbé en 2020, sachant avant tout que c'était impossible d'obtenir ces revendications. L'objectif étant de bloquer le pays et ils l'ont fait. La CEDEAO à travers la feuille vient de mettre fin aux interminables blocages de la mise en œuvre des réformes.

Le fait que l'institution communautaire inscrive ces points essentiels sur la feuille de route devrait rassurer l'ensemble de la classe politique et l'opinion nationale. C'est un appel aux uns et aux autres à cesser toute manœuvre susceptible d'entraver la mise en œuvre des réformes. A priori, la mise

en œuvre par voie parlementaire des réformes non encore étudiées par l'Assemblée Nationale ne souffrirait d'aucune difficulté, mais celles qui devraient être soumises au référendum devront l'être en temps normal.

L'on se rappelle que l'Assemblée nationale avait fait un travail et le gouvernement devrait appeler les électeurs au référendum lorsque le dialogue a repris. En tout état de cause, les facilitateurs, Nana Akufo-Addo du Ghana et Alpha Condé de la Guinée, poursuivront leurs efforts aux côtés des Togolais pour une résolution rapide et durable de la crise. Un comité de suivi sera mis en place et l'on peut s'assurer d'un bon déroulement de la mise en œuvre de ces réformes.

Autre point rassurant pour les deux camps est que la commission de la CEDEAO apportera son expertise technique pour l'organisation des prochaines élections. Le souci de la CEDEAO est de contribuer à préserver la paix et la quiétude dans les pays, et à juste titre, la 53ème session condamne les actes, les violences internes et les Etats s'engagent à échanger les renseignements sur tout ce qui nuit à la paix dans la sous-région.

Il va donc sans dire que toute manifestation aux allures de celles du 19 août 2017 ne va plus prospérer et les auteurs ne pourront plus allumer le feu dans un pays et se réfugier dans un pays voisin. Somme toute, la feuille de route est dite dans un langage diplomatique, mais la pilule est drastique ; elle permet une sortie définitive et durable de cette crise qui n'a fait que trop durer. ■

TA

La BCEAO facilite l'accès de crédit des PME et PMI

Entreprendre malgré les mesures d'allégements dans le processus de création d'entreprise n'est toujours pas aisé car l'entrepreneuriat nécessite un fond de démarrage et de soutien, donc un capital de roulement. C'est dans ce souci de promouvoir les petites et moyennes entreprises ainsi que petites et moyennes industries que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé d'accompagner le Togo dans la mise en œuvre d'un dispositif de financement des PME-PMI de l'UEMOA.

Le lancement officiel de la phase nationale a eu lieu le jeudi 2 août dernier à Lomé sous l'initiative du ministère du commerce et de la promotion du secteur privé en partenariat avec la BCEAO.

L'objectif de ce dispositif de financement est de créer un écosystème favorable au financement bancaire des PME-PMI en vue d'accroître leur part de contribution au PIB et à la création d'emploi.

De ce fait, un des soucis majeurs des petites et

moyennes entreprises celui du financement vient de connaître un début de solution à travers ces mesures d'incitations offertes par la BCEAO. « Lorsque les financements sont accordés aux entreprises éligibles, la BCEAO peut, en retour, refinancer ces crédits aux banques à des conditions beaucoup plus attractives », a remarqué M. Kossi Ténou, Directeur Général BCEAO-Togo.

En outre, cette démarche offre un créneau aux PME pour améliorer leur

encadrement voire refinancer les créances bancaires sur les entreprises éligibles et à diversifier les instruments financiers adaptés à leur besoin.

Par ailleurs, il existe des critères d'éligibilité de ce programme. Donc peut être éligible à ce mécanisme, toute entreprise non financière, productrice de biens ou de services marchands, disposant d'un chiffre d'affaires n'excédant pas 1 milliard FCFA et respectant l'obligation légale de produire des états



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

financiers selon les togolais, en ce qui le dispositions en vigueur concerne, prendra toutes les mesures requises à cet effet» a-t-elle souligné.

La ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Mme Bernadette Legzim-Balouki a, au nom du gouvernement, rassuré de prendre des dispositions nécessaires pour rendre effectif cet accompagnement de la BCEAO. « Le gouvernement

Alain Tchédre

Nos routes toujours mortelles / Bilan des accidents au 1er semestre de l'année :

2840 accidents pour 286 morts

Il est vrai que la situation sécuritaire implique 3 grands axes à savoir la situation de la criminalité, l'opération entonnoir c'est-à-dire la saisie de carburant illicite et la situation sur la sécurité routière et ferroviaire. Mais force est de constater que des 3 catégories, la route reste toujours celle qui tue le plus. Et le bilan présenté par le ministre de la sécurité et de protection civile le vendredi 03 août dernier n'en dément pas. Le nombre d'accidents connaît un regain par rapport à l'année précédente avec un taux élevé de mortalité par accident avec les engins à 2 roues.



Une fois encore les institutions impliquées dans la lutte et la préservation de la sécurité des personnes et des biens que sont le ministère de la sécurité et de la protection

civile, le ministère des transports et l'office togolais des recettes ont conjointement animé une conférence de presse afin de vulgariser l'état de la situation sécuritaire qui a

prévalu durant ces 6 mois écoulés.

Selon le tableau projeté la situation sur la sécurité routière et ferroviaire ce 1er semestre est alarmante. 2840 accidents qui ont fait

3817 blessés dont 286 morts. D'après les statistiques qui ressortent de cette présentation, les moyennes mensuelles sont de 473 accidents, 636 blessés et 48 morts soit un taux de mortalité routière de 3,84 pour cents mille sur une population estimée à 7440364 d'après l'INSEED. Comme d'habitude le taux d'accident par moto tient la tête du peloton avec 63%, suivi des véhicules poids léger 32%, des poids lourds 4,94% et des trains 0,08%.

Pour pallier ce regain du nombre d'accidents et de victimes, le ministre de la sécurité le Gal Yark Daméhamé a exhorté les conducteurs d'engin à 2 roues à passer le permis de conduire de leur catégorie afin de s'approprier la maîtrise de leur engin ainsi que le code routier.

Le ministre des transports intervenant sur ce sujet, a prié les représentants des

syndicats de transporteurs routiers à éviter la surcharge.

Notons également que selon ce bilan, l'on note également en terme de criminalité 15 faits de braquage et tentative de braquage ayant occasionné 03 morts et 13 blessés. 31 vols à main armée et tentative de vol à main armée qui a orchestré 06 morts et 17 blessés. On note également 74 infractions de meurtre et lynchage. 7 enlèvements et tentatives d'enlèvement.

Concernant l'opération entonnoir, il a été relevé que 139368 Litres de carburant, 142 voitures, 56 motos ont été saisis. 12 personnes ont été également appréhendées. Par ailleurs, on note réglementées 32 infractions liées à la transhumance.■

Alain Tchédre

Mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO :

L'appel du MJCT à l'endroit des acteurs politiques

Les réactions continuent de fuser de partout quelques jours après le sommet de la CEDEAO à Lomé. La feuille de route sur ce qu'il convient d'appeler la crise politique au Togo, continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive. Leaders politiques, acteurs de la société civile, chacun donne son avis sur ces recommandations de la CEDEAO sensées sortir le Togo de la crise politique qu'il traverse de bientôt un an.

Le Mouvement de la Jeunesse Consciente de l'Opposition (MJCO) ayant vu le jour dans la foulée de la crise change dorénavant de dénomination. Devenu Mouvement de la Jeunesse Consciente du Togo (MJCT), il s'est prononcé samedi sur la feuille de route de la CEDEAO. Le Mouvement qui s'est donné pour mission de sensibiliser les jeunes à la non-violence adhère pleinement aux recommandations de l'institution sous régionale et exhorte la coalition à s'en contenter pour le moment.

Pour le MJCT, la feuille de route de la CEDEAO est la

victoire de tout le peuple togolais en général et de la jeunesse en particulier.

Elle (la feuille de route) fait lever un nouveau pour le Togo et contraint les Togolais à saisir l'occasion pour faire du pays l'Or de l'humanité. A cet effet, le Mouvement lance un appel aux acteurs politiques.

« Le MJCT invite incessamment le gouvernement togolais à prendre des dispositions nécessaires pour que les recommandations formulées dans le cadre des réformes politiques soient traduites dans les faits dans les meilleurs délais afin de

consacrer le reste du temps à la préparation des législatives prochaines dans la sérénité et pour permettre au peuple togolais de choisir librement des représentants à l'Assemblée nationale », mentionne la déclaration liminaire du mouvement lue par son Président Kossi Victoire Ametsyo.

Dans le même temps, il appelle la jeunesse togolaise à jouer le rôle de veille pour une application effective de cette feuille de route « dont l'issue mettra fin à la perpétuelle souffrance ».

Le MJCT se félicite des concessions faites par les acteurs de la crise et



demande à l'opposition de se consoler avec ses quelques revendications prises en compte par la CEDEAO.

« Dans un accord comme tel on n'a pas souvent la totalité de ce que l'on veut. Le bon sens exige qu'on accepte de perdre un peu et de gagner un peu. L'opposition doit donc se réjouir de ce qu'elle a reçu et espérer que les autres s'en suivent », a expliqué Djagni Rachel Hounkpati, Secrétaire

générale du Mouvement. Réagissant à la nouvelle dénomination du Mouvement, M. Ametsyo et les siens estiment qu'ils ont décidé de se démarquer de l'opposition et travailler pour tout le Togo au nom de tous les partis politiques.

La mission quant à elle demeure la même. Inculquer à la jeunesse togolaise les valeurs de la citoyenneté et de la civilité notamment.

TB

Le gouvernement valide le Plan national de développement 2018 – 2022

Sur le chemin du développement, le Gouvernement togolais fait un grand bond. Il a validé ce vendredi en Conseil des Ministres, le Programme national de développement 2018 – 2022. C'est un plan ambitieux qui révèle la vision du gouvernement à moyen terme, les objectifs et les actions à mener pour la promotion de l'emploi, l'autonomisation des femmes, la création de richesses, le développement des infrastructures... Tout ceci après un diagnostic approfondi qui a duré plusieurs mois et mobilisé les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et des personnalités connues pour leur expertise dans la mise en place de politiques de développement.



Le Plan National de Développement qui couvrira la période 2018-2022, repose sur un changement de paradigme et est structuré autour de trois axes majeurs que sont la mise en place d'un hub logistique d'excellence et centre d'affaires, la réalisation des pôles de transformation agricole manufacturiers et d'industries extractives et la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion.

Selon ce document de référence, le Togo a l'ambition d'atteindre un taux de croissance en cible de 7,6% notamment grâce à des projets phares à fort potentiel de création massive d'emplois et une implication prépondérante du secteur privé.

Mais pour que ce plan connaisse une réussite, il est

nécessaire de maintenir une gouvernance économique sérieuse et poursuivre l'amélioration du climat des affaires.

Le Togo ambitionne donc de transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social.

Le processus d'élaboration de ce PND, a en croire les propres témoignages des acteurs du secteur privé togolais, a été conduit dans un esprit de concertation et de prise en compte de leurs contributions de même que celles des partenaires sociaux et des partenaires techniques et financiers tous représentés au séminaire gouvernemental d'appropriation qui a précédé la présente validation.

Faure Gnassingbé a présidé hier la cérémonie de pré-réception du nouveau sanctuaire de la paroisse St Boniface de Kovié

Les membres de l'église catholique de Kovié dans la préfecture de Zio située environ à 40km au nord de la capitale togolaise, ont pré-réceptionné un nouveau sanctuaire hier dimanche le 05 Août 2018.

Cette cérémonie a été marquée par une touche particulière qu'est la présence effective du Chef de l'État Faure Gnassingbé. Egalement on notait aussi la présence des membres du gouvernement, les autorités locales, administratives et

les responsables de l'église catholique du Togo.

Le président de la république a été accueilli par une marrée d'Hommes venue de diverses localités. Dans son discours d'ouverture, l'archevêque de la ville de Lomé Mgr Denis



A m o u z o u - D z a k p a a remercié le seigneur Jésus Christ pour cette grâce qu'il a accordée à la population de Kovié « avoir un temple de prière est un signe de bénédiction ». Au nom des fidèles catholiques de Kovié, il a exprimé sa reconnaissance à Dieu.

Au cours de cette célébration, il a prié pour le Togo et ses dirigeants, pour l'instauration d'une paix

durable et la stabilité dans le pays.

Notons que la présence du chef de l'Etat à cette cérémonie témoigne de son attachement à la cohésion sociale, à l'harmonie et à la communion avec tous les fidèles du pays quelle que soit leur obédience confessionnelle.

La Rédaction

Tribune/ Gerry TAAMA

Je suis un homme en colère.

J'étais, comme tous les politiciens avertis de ce pays, un peu au fait de la feuille de route de la CEDEAO avant le 31 juillet. Et quand le président Condé, par courtoisie, a invité une délégation de la c14 pour lui lire le contenu de leur feuille de route, je me suis dit que Lomé sera en ébullition dans les heures à venir. Que nos amis allaient immédiatement convoquer une conférence de presse pour demander au peuple (souverain) de montrer sa vraie volonté aux chefs d'États africains pendant qu'ils étaient encore dans notre pays. Les manifestations spontanées subséquentes devraient montrer aux présidents qu'ils faisaient fausse route, que le peuple entier voulait le retour immédiat de la constitution de 1992 dans sa version originelle, le départ immédiat de Faure, la mise en place d'une transition. Mais il n'en fut rien.



Ce matin, (2 août) je lis donc un communiqué de presse de nos amis qui disent prendre acte de la feuille de route de la CEDEAO, qui déplorent qu'aucune de leurs revendications majeures n'aient été prises en compte mais qui se félicitent du maintien d'une hypothétique facilitation à laquelle ils n'ont rien facilité depuis 6 mois, et qui progressivement s'est

éloignée d'eux, malgré les bonnes intentions que ces anciens opposants avaient à leur endroit au départ.

Je suis un homme en colère parce qu'on nous a encore fait rater une occasion de faire un bond substantiel dans l'ancrage de la démocratie dans notre pays. Au moment où nous criions que le cadre électoral était la clé de la crise, mettez l'accent principalement dessus, les r é f o r m e s constitutionnelles étant déjà actées, nous étions des traîtres, car seul le départ de Faure était négociable. Compter que la CEDEAO pouvait dire à son président en exercice de quitter le pouvoir est une hérésie intellectuelle en politique. C'est à la limite criminel, sauf si c'est fait à dessein, pour maintenir le statut

quo.

Je suis en colère parce que nous irons aux élections le 20 décembre sans aucune révision du code électoral (le recensement pour un nouveau fichier électoral était déjà programmé) donc sans un nouveau découpage électoral, sans changer de mode de scrutin, avec bien entendu la même CENI (j'y reviens), et sans députés de la diaspora.

Je suis en colère parce que les gens nous ont écarté du dialogue en nous traitant d'avoir des accointances avec le pouvoir là où ils viennent d'étaler un immense tapis rouge pour Faure Gnassingbé jusqu'en 2030, sans aucune possibilité de faire marche arrière, au risque de courroucer la CEDEAO.

Je suis en colère parce que

Suite à la page 7

Awunyo awards, deuxième édition : Inciter la jeune génération à reprendre le flambeau des vieilles gloires

La 2ème édition des Awunyo Awards a été lancée le vendredi dernier. Initiative de la maison de couture "Style César", ces Awards depuis deux années viennent récompenser, valoriser et mettre en avant les acteurs de la mode togolaise. "Awunyo" qui veut littéralement dire "joli habit" en Mina, une langue parlée majoritairement au sud du Togo, est un projet qui vise principalement trois objectifs en l'occurrence la reconnaissance de la valeur du métier de couturier ou de styliste, la promotion de ce métier et enfin la récompense des acteurs de ce métier.

Pour Vodis K. César, Pdt du C.O et de Style César, il est capital de toujours encourager les acteurs de cette chaîne de valeurs à travers des actions de récompenses et de reconnaissance, afin de susciter l'excellence dans leurs efforts au quotidien.

"Awunyo Awards veut donner du baume au cœur des acteurs qui ont fait au moins 30 ans dans le domaine cette année, inciter les jeunes à prendre le pas de fort belle manière et renforcer l'image de la haute



couture au Togo", a-t-il confié annonçant les couleurs de cette édition.

Ils seront au total 13 acteurs à être primés le 22 septembre prochain au Grand Rex ou l'événement

aura lieu répartis en 2 catégories majeures à savoir la catégorie des seniors, des jeunes.

Pour la catégorie des seniors, il faut exercer dans le domaine pendant au moins



30 ans, avoir un nombre considérable d'apprenants, une incidence dans le milieu de la mode de par toutes ces années d'expériences, et bénéficier d'un bon témoignage de l'entourage. Pour la catégorie des jeunes créateurs masculin et féminin, la candidature de fait avec trois tenues en pagnes caractéristiques pour la présélection, à examiner par le jury.

Des acteurs de l'ombre et des

acteurs connexes seront également récompensés. Il s'agit des anciens mannequins, chefs plateau, maquilleurs,...un acteur de mode togolaise depuis la diaspora, la meilleure émission de promotion de la mode, un partenaire,...

Pour ponctuer le tout, une présentation d'une nouvelle collection unique de Style César se fera à la cérémonie de remise des prix. ■

Démocrate

Tribune/ Gerry TAAMA

Je suis un homme en colère.

Suite de la page 6

nos propositions de sortie de crise allaient plus loin, 26 articles pour la révision constitutionnelle avec le passage à un régime présidentiel, et une dizaine d'avancées majeures pour le cadre électoral. Aujourd'hui, nous avons gagné le vote des togolais de la diaspora (qui avait disparu des 5 points essentiels de la c14 mais la diaspora pèse peu dans l'issue des élections en Afrique, et le Togo ne fera pas exception) et la recomposition de la cour constitutionnelle, qui n'interviendra qu'à la prochaine mandature où l'opposition sera minoritaire tant qu'elle sera minoritaire à l'Assemblée nationale. Les centristes auraient contribué à

ramener des gains plus importants, si le mépris et la condescendance n'avaient pas été les seules réponses à leur proposition de la part de la c14.

Je suis en colère parce que tant de morts, de dégâts matériels pour quoi ? Et tous ces prisonniers qui croupissent dans les geôles, dont déjà on ne parle plus. Mon Dieu, ils doivent se demander ce qu'ils foutent là, quand demain ils entendront les cymbales et trompettes des campagnes électorales. Ce que nous recommandons la CEDEAO aujourd'hui était déjà présent dans la feuille de route des CPDC depuis 2011, et du dialogue Togotelecom en 2014. Tout ce temps perdu pourquoi ? Pour prendre acte et ensuite aller aux élections le 20 décembre 2018 ?

Pourquoi n'a-t-on pas pris le temps de consulter le peuple pour savoir ce qu'il en pense vraiment ? Depuis bientôt une année, on nous a répété dans ce pays que le peuple ne voulait pas d'élections mais du départ pur et simple de M Gnassingbé, et que toute élection organisée en sa présence sera d'ailleurs frauduleuse. Où est le peuple du retour de la c92 et du départ immédiat ? Qui l'a consulté avant de prendre acte des recommandations de la CEDEAO ?

Je suis en colère mais heureux en même temps, car c'est pour ça justement que je suis entré en politique en 2012. Pour dénoncer tous ces vendeurs d'illusions qui ont fait de la politique un métier et qui prennent en otage une partie de notre jeunesse. J'ai

soif d'alternance politique, et je me battrais avec toute mon énergie pour la connaître de mon vivant, mais voici venu le temps où nous devons aussi nous lever, se regarder dans les yeux et se dire les vérités. Les traîtres à la cause ne sont pas ceux qu'on vous désigne, mais plutôt ceux qui disent une chose, et font leur contraire.

La c14 ayant constaté que la CEDEAO ne l'a suivie sur aucune des exigences du peuple, la réaction normale devrait être une mobilisation monstre de ce peuple qui exprimerait ainsi son ras-le-bol aux yeux du monde, ou alors une désolidarisation complète de la feuille de route de la CEDEAO, se manifestant par un boycott total du processus électoral. Un très faible taux

de participation sera aussi un signal fort.

Autrement, c'est les élections législatives le 20 décembre 2018 et donc la CENI va se mettre en branle assez rapidement. Nous sommes à la CENI, et il paraît que tout ceux qui y sont, sont des traîtres. Restez câblés. Je vous dirai si bientôt d'autres traîtres vont nous rejoindre où l'honneur et la dignité vont habiter certains. Je vous dirai.

Pour le moment, je suis un homme en colère. Tous ces morts. Seigneur ! Tous ces morts.

Que Dieu ait pitié des Togolais. Et qu'il nous bénisse.

Gerry Taama, un homme très en colère.



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENTE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

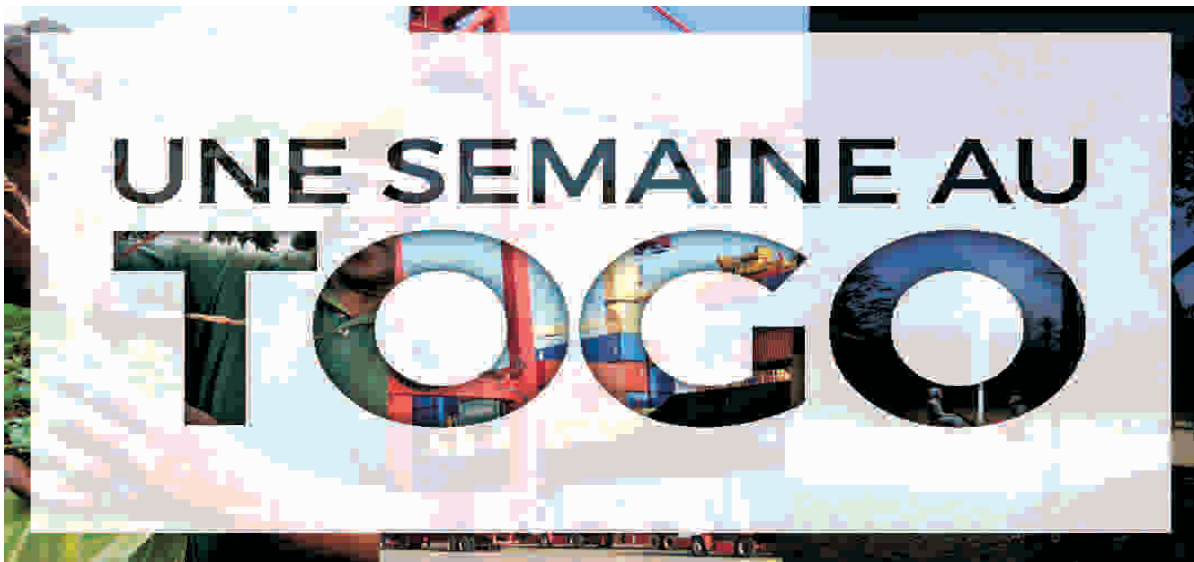
**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.

Une Semaine au Togo :

Retour sur les principaux faits marquants l'actualité au Togo du 30 juillet au 3 août 2018

L'organisation de trois sommets en 48 heures à Lomé, la passation de témoin à la tête de la CEDEAO entre Faure Gnassingbé et Muhammadu Buhari, la feuille de route de la CEDEAO pour aider le Togo à sortir de sa crise politique, la signature d'un accord de suppression de visas entre le Togo et la Centrafrique, le SFI qui se propose d'aider le Togo dans sa politique d'électrification du pays, le lancement du projet « Galilée » par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche... Telles sont là, les principales informations qui ont occupé le devant de l'actualité cette semaine qui s'achève.



Les projecteurs étaient braqués en début de cette semaine sur Lomé, la capitale togolaise. Il s'y est tenu trois sommets de haut niveau en 48h. C'était un défi que les autorités togolaises ont su bien relever surtout sur le plan organisationnel. C'est le sommet conjoint des chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui a ouvert le bal le 30 juillet. Il a été consacré à la paix, à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Les chefs d'Etat des 26 pays qui ont participé à cette rencontre initiée par le président Togolais Faure Gnassingbé et son homologue gabonais Ali Bongo ont adopté à l'issue des travaux la déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en ligne avec les normes constitutionnelles ayant cours dans les deux zones d'intégration. Cette déclaration est un nouvel engagement qui élaguera, dans les mois à venir, les barrières pour une

coopération plus élargie et efficace en matière sécuritaire entre les pays de la CEDEAO et de la CEEAC.

Le même jour, il a été organisé la 20ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat des 8 pays membre (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) de l'Union économique monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les chefs d'Etats sont parvenus à plusieurs conclusions relatives au fonctionnement de l'institution. Elles portent sur la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace, l'état de convergence dans les Etats membres ainsi que l'avancée des grands chantiers comme l'initiative régionale pour l'énergie durable (IRED).

Le lendemain, c'est-à-dire mardi 31 juillet a eu lieu le 53ème sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO. A ce sommet, les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest ont eu à étudier divers sujets relatifs à la sécurité, à la paix et à l'économie. D'importantes décisions ont été prises concernant les crises politiques au Togo et en Guinée-Bissau. En marge des

travaux, les présidents des 15 pays de la CEDEAO ont reçu la prestation de serment du nouveau président de la commission de l'organisation, l'Ivoirien, Jean-Claude Kassi Brou. Mais l'autre fait marquant de ce sommet a été la cérémonie de passation de témoin à la tête de la CEDEAO entre le président togolais, Faure Gnassingbé et son homologue du Nigéria, Muhammadu Buhari. Désormais, c'est au président nigérian que revient la lourde mission de présider aux destinées de la communauté sous régionale. Quant au président Faure Gnassingbé, il a été félicité par l'ensemble de ses pairs pour la qualité du travail qu'il a abattu à la tête de l'institution tout au long de son mandat. Le président Faure Gnassingbé faut-il le rappeler, a été impliqué dans la résolution de la crise politique en Guinée-Bissau et en Gambie.

La crise politique togolaise était aussi au menu des discussions au 53ème sommet de la CEDEAO. Une feuille de route a été rendue publique à l'issue des travaux pour aider le Togo à retrouver une situation normale. Elle préconise principalement, «

la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles avec notamment, la limitation à deux du nombre de mandat présidentiel, l'adoption d'un mode de scrutin à deux tours pour l'élection présidentielle, la recomposition de la cour constitutionnelle avec une limitation de mandat pour ses membres.

Ajouter à tout cela, l'organisation des législatives le 20 décembre, mais avant, une refonte complète du fichier électoral est exigée. Suivant cette feuille de route, un comité de suivi composé des différents protagonistes de la crise sera mis sur pied afin de veiller à l'application des décisions ». La publication de cette feuille de route a suscité plusieurs réactions au sein de la classe politique togolaise. Le gouvernement par la voix du ministre Gilbert Bawara dit saluer cette feuille de route et promet travailler ensemble avec l'opposition pour sa mise en œuvre. Après avoir relevé des insuffisances dans la feuille de route, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition a de son côté, dans un communiqué déclaré avoir pris acte des décisions des chefs d'Etat de la CEDEAO mais compte poursuivre les discussions en vue d'obtenir la satisfaction totale de ses revendications.

En marge du sommet conjoint CEDEAO-CEEAC, le Togo et la Centrafrique ont signé le 29 juillet, un accord de suppression de visa pour leurs ressortissants. Désormais plus besoin d'obtenir de visa pour les Togolais avant d'aller en Centrafrique et vice versa. Les documents de cet accord ont été signés par les ministres des affaires étrangères des deux pays à savoir Robert Dussey pour le compte du Togo et Charles Armel Doubane. L'exemption

réciproque de visas concerne, entre autres, les passeports ordinaires, diplomatiques et les passeports de service. Selon Robert Dussey, ce modèle d'intégration a été rendu possible grâce à la volonté de leurs deux Chefs d'Etat, Faure Gnassingbé et Faustin Archange Touadera. Pour son homologue Charles Armel Doubane, cet accord vient donner un nouveau départ à l'histoire des relations entre le Togo et la Centrafrique.

La journée de la femme africaine a été célébrée ce 31 juillet 2018 au Togo sous le thème « Femmes, élections et paix pour un développement durable ». La célébration qui en est à sa 56ème édition, a été l'occasion pour la ministre de l'action sociale et de la promotion de la femme, Tchabinandi Kolani Yentcharé, d'inviter toutes les femmes togolaises à œuvrer pour la sauvegarde et la consolidation de la paix, en vue d'un développement durable du Togo. Saluant la politique du chef de l'Etat qui vise à accroître la représentativité de la femme dans la société togolaise, la ministre a encouragé ces dernières à s'engager encore plus dans le monde politique, en y étant plus actives.

Au Togo, la représentativité des femmes à l'Assemblée nationale est passée de 11% en 2007 à 17,58 en 2013. Pour ce qui est du gouvernement, le taux a évolué de 8,3% en 2007 à 20,68% en 2013 et 22% actuellement. L'on enregistre aussi 2 femmes sur 38 au niveau des préfectures, 6 sur 387 pour les chefs cantons et plusieurs femmes occupent des postes de responsabilité dans les administrations publiques et privées. La journée du 31 juillet a été marquée par des manifestations, des séances de sensibilisation ainsi que des conférences débats sur l'ensemble du territoire.

Suite à la page 10

OPTION SANTE

Les bienfaits du thé vert

Le thé est la deuxième boisson la plus bue dans le monde après l'eau ! Dans certains pays, on en consomme plus de deux litres par jour et on lui attribue de nombreuses vertus bienfaisantes. Cette réputation est-elle justifiée ? Devez-vous boire du thé tous les jours pour garder la santé ?

Le thé, nouvel élixir de jouvence ? C'est en tout cas la réputation qu'on lui prête. Cette boisson semble effectivement posséder de nombreuses vertus, même s'il ne faut pas crier au "remède miracle" !

Bon pour le corps ?

Les vertus du thé La clé des vertus attribuées au thé, ce sont des substances dont on entend énormément parler depuis plusieurs années : les antioxydants. Car dans notre corps se forment naturellement (ou sous l'action de toxiques), des molécules appelées radicaux libres. Ceux-ci, en s'attaquant au matériel génétique ou aux cellules, entre autres, peuvent être à l'origine de problèmes de santé ou d'un vieillissement accéléré. Pour limiter les dégâts, notre organisme fabrique des molécules dites "antioxydantes". Mais l'alimentation est également une source privilégiée d'antioxydants.

Les fruits et les légumes sont parmi les plus riches. Ils apportent des vitamines E et C ou des bêta-carotènes, qui ont des propriétés antiradicaux libres connues.

Les flavonoïdes, vous connaissez ?

Or le thé est riche en substances appelées les flavonoïdes. Ces produits ont des effets antioxydants qui ont pu être mis en évidence. Selon certaines études, leur action serait même plus efficace que celle des vitamines C et E dans la lutte contre les radicaux libres. Une tasse de thé apporterait ainsi autant de bénéfices qu'un verre de vin rouge par exemple, sans les

inconconvénients !

Une réputation... à confirmer !

Il faut relativiser quelque peu les propriétés de cette boisson. En effet, la plupart des résultats sur les propriétés antioxydantes du thé ont été obtenues... in vitro ! Or certaines observations dans une éprouvette sont parfois très éloignées de la réalité. Les quelques études menées sur des hommes ou des animaux semblent néanmoins

confirmer le rôle bénéfique du thé.

Ainsi, une étude américaine sur 50 personnes aurait démontré que les flavonoïdes du thé noir protégeaient les parois des artères 1.

Des résultats plus anciens avaient déjà indiqué un lien entre consommation de cette boisson et réduction des risques de maladies cardiovasculaires 2. Enfin, plusieurs études semblent indiquer un rôle protecteur du thé contre certains

cancers 3, 4. et un ralentissement de l'évolution de certaines maladies telles que Parkinson 5.

Un peu de modération...

Contrairement à une idée reçue toujours répandue, le thé vert ne fait absolument pas maigrir ! Inutile de vous faire des infusions matin midi et soir pour éliminer vos kilos superflus. Par contre une tasse de thé ne contient quasiment pas de calorie à moins d'y ajouter du sucre ou du lait.

C'est donc une boisson qui ne vous fera pas prendre un gramme ! De plus, si vous faites un régime, il est

important de boire beaucoup. Vous pouvez donc sans problème accompagner votre cure minceur de quelques tasses de thé !

Mais il convient pourtant d'être prudent : le thé n'aurait pas que des vertus. Ainsi, selon plusieurs études, les flavonoïdes pourraient inhiber l'absorption intestinale des oligo-éléments, notamment du fer.

N'oubliez pas non plus que le thé contient de la caféine, sachez doser votre consommation si vous avez du mal à trouver le sommeil.■

Source : dictissimo

Une Semaine au Togo :

Retour sur les principaux faits marquants l'actualité au Togo du 30 juillet au 3 août 2018

Suite de la page 9

L'apothéose a eu lieu à Kanté, chef-lieu de la préfecture de la Kéran. La journée internationale de la femme africaine a été initiée le 31 juillet 1962, lors de la création, à Dar es Salaam en Tanzanie, de la première organisation de femmes, la Conférence des Femmes Africaines.

Mercredi, 1er août, la Société Financière internationale (SFI-IFC) a annoncé son soutien à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'électrification du Togo. Selon les premiers responsables de l'IFC, cette nouvelle stratégie qui a déjà reçu l'onction de l'Alliance Solaire Internationale et de la BAD avec une promesse ferme de 30 millions de dollars en fonds propres, et d'autres partenaires de taille, devrait permettre d'organiser un premier appel d'offres pour l'installation de 60 mini-réseaux solaires avant la fin de 2020. Ces installations contribueront à connecter 10 000 foyers sous la forme d'un partenariat public privé qui servira de référence et pourra être répliqué ultérieurement. Rappelons que la nouvelle politique d'électrification lancée en juin dernier par le gouvernement togolais vise à offrir de l'électricité à tous les togolais d'ici à 2030. La stratégie qui alterne les

raccordements classiques et les sources d'énergies renouvelables hors réseau, avec une prééminence de partenariat-public-privé (PPP) en termes d'investissements, est vue comme une « première en Afrique », et épouse parfaitement la vision de l'IFC, la branche de la Banque mondiale qui finance le secteur privé.

Le Gouvernement, à travers le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a lancé le mercredi 1er Août 2018, à l'auditorium de l'Université de Lomé, le projet « Galilée ». L'initiative vise à doter chaque étudiant des universités publiques du Togo (Kara et Lomé), d'un ordinateur performant de haute technologie équipé d'une connexion internet et à moindre coût. Selon le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Octave Nicoué Broohm, cette facilité est une contribution majeure non seulement au développement estudiantin et universitaire, mais aussi au développement économique du Togo. L'adhésion au projet est soumise à un dépôt initial de cinquante mille (50 000) FCFA. Cette somme peut être versée une ou plusieurs fois, soit par versement sur le compte du projet, soit par transfert via T-Money. Le remboursement du reste (60 000

FCFA) s'étalera sur un échancier de 12 mois. La première phase de ce projet soutenu notamment par l'Etat togolais et le groupe TogoCom, cible 10 000 étudiants. Pour ses débuts, mercredi dernier, le projet a permis d'équiper les dix premiers étudiants inscrits sur la plateforme du programme.

Restons dans le domaine de l'éducation et pour finir en disant qu'au cours de cette semaine (du 31 juillet au 3 août 2018) s'est déroulée sur l'ensemble du territoire nationale les épreuves écrites du Baccalauréat première partie (Bac 1). Ils étaient au total 72000 candidats dont 60000 pour l'enseignement général et 12000 pour l'enseignement technique répartis dans 180 centres d'écrit à participer à cet examen réservé aux élèves des classes de Première. La réussite au probatoire donne accès à la classe de Terminale. Et pendant que les candidats au Bac 1 vont encore patienter quelques semaines avant de connaître leur résultat, ceux de la classe de Troisième connaissent leur sort depuis ce jeudi 2 août. Sur les 118 107 candidats ayant composé, 63 813 sont admis soit un taux de réussite nationale de 55,40%, une régression de plus de 8% comparativement à l'année dernière.■

Sport : Les Championnats africains d'athlétisme au Nigeria tournent au fiasco

Faute de vols vers la ville hôte, Asaba, de nombreux sportifs sont restés coincés dans des aéroports. Des compétitions ont dû être reportées.

Athlètes bloqués dans les aéroports, problèmes de visas, infrastructures inadéquates : le chaos règne dans l'organisation des Championnats africains d'athlétisme, prévus du 1er au 5 août à Asaba, dans le sud-est du Nigeria. Depuis lundi 30 juillet circulent sur les réseaux sociaux des photos de dizaines de sportifs africains dormant sur leurs bagages dans les aéroports d'Abuja ou de Lagos, tantôt à cause de retards dans la délivrance des visas, tantôt faute d'avions en nombre suffisant pour rallier Asaba.

Certaines épreuves prévues en début de compétition, notamment le 100 mètres féminin, ont dû être décalées, le temps que toutes les délégations arrivent. Et quelque quatre cents participants provenant de quatorze

pays ont dû être hébergés à Lagos en attendant de trouver une solution de transport.

L'équipe kényane, composée de soixante athlètes, a, elle, campé pendant près de deux jours à l'aéroport de la capitale économique. Elle est finalement arrivée à destination mercredi, mais après l'ouverture officielle des championnats. « Les vols connectant Lagos à Asaba sont de la responsabilité de la Confédération africaine d'athlétisme [CAA] et des organisateurs nigériens, qui nous ont assuré que tout était prêt », a dénoncé dans un communiqué acerbe la fédération kényane, un poids lourd de l'athlétisme.

« Nous allons demander des explications »

« Selon nos informations, le comité local d'organisation a donné l'exclusivité des transports aériens à

une seule compagnie du nom de Overland Airways, bien que beaucoup de compagnies opèrent depuis l'aéroport » de Lagos, ajoute l'organisme dans son communiqué. « Comment Asaba a-t-il pu obtenir les droits d'organisation d'un événement de cette importance sans même avoir pensé à organiser des connexions aériennes ? Cela dépasse notre entendement, et nous allons demander des explications à la CAA », menace Athletics Kenya.

Lors d'une conférence de presse, jeudi 2 août, le président du comité local d'organisation, Solomon Ogburn, a demandé pardon pour les nombreux problèmes auxquels devaient faire face les athlètes. Les organisateurs, notamment la CAA, ont rappelé que la compétition continentale devait initialement se tenir à Lagos et qu'Asaba constituait une solution de repli. Immédiatement après cette conférence de presse, un grand réservoir d'eau situé aux abords du

stade s'est effondré, écrasant les voitures qui étaient garées en dessous sans faire de victime.

Faute de logement décent, l'équipe zimbabwéenne de rugby dort dans la rue en Tunisie.

Le secrétaire général de la fédération tanzanienne d'athlétisme, Wilhelm Gidabuday, a de son côté annoncé que son équipe préférerait ne pas prendre part à la compétition : « Les organisateurs [...] nous ont envoyé la lettre d'invitation trop tard et ne nous ont pas assuré que l'équipe pourrait obtenir des visas à son arrivée », a-t-il expliqué.

Ces championnats doivent permettre aux sportifs africains de se qualifier pour la Coupe intercontinentale d'athlétisme prévue en République tchèque début septembre.■

LE MONDE avec AFP

Présidentielle au Mali :

Trois opposants saisissent la justice pour « bourrage d'urnes »

Soumaïla Cissé, Aliou Boubacar Diallo et Cheick Modibo Diarra affirment avoir saisi la cour constitutionnelle pour contester les résultats du premier tour, favorables au sortant.

Les trois principaux opposants maliens ont annoncé dimanche 6 août la saisine de la cour constitutionnelle du pays pour « bourrages d'urnes » par le camp du chef d'Etat sortant, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), arrivé en tête du premier tour de la présidentielle.

Le chef de l'opposition, qui défiera IBK au deuxième tour, Soumaïla Cissé, « a déposé hier soir (samedi) une vingtaine de recours auprès de la cour constitutionnelle pour bourrages d'urnes, violation de la loi électorale, irrégularités », a indiqué un de ses porte-paroles.

Arrivé troisième du scrutin, avec 7,95 % des suffrages, l'homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo a également « déposé un recours à la cour constitutionnelle qui concerne les résultats et le recomptage des voix », selon son porte-parole, qui affirme avoir constaté « beaucoup d'irrégularités le jour du scrutin » telles que « des dépouillements sans agents électoraux » ou encore « l'enlèvement illégal de certaines urnes ».

Le quatrième homme du premier tour, Cheick Modibo Diarra, a également fait savoir par communiqué qu'il avait saisi le plus haut tribunal malien.

La cour constitutionnelle, composée de neuf juges, doit proclamer officiellement mercredi les résultats du premier tour pour que démarre la campagne du second tour qui se tient le 12 août et pour lequel Ibrahim Boubacar

Keïta est donné grand favori. La cour n'a pas confirmé la réception des différentes saisines car « les requêtes viennent en confidentialité et sont directement remises au secrétaire de la présidente », a précisé le secrétaire général de la cour constitutionnelle du Mali.

La suspicion de fraude électorale, et en particulier de bourrages d'urnes, a été attisée par le fait que le ministère de l'administration territoriale a annoncé les résultats provisoires du premier tour seulement à l'échelle nationale. Le gouvernement n'a « pas du tout l'intention de les publier en détail, bureau par bureau », a indiqué une source proche du ministère, resté sourd aux demandes répétées de l'opposition et des observateurs internationaux au nom de l'exigence de « transparence ».■

LE MONDE avec AFP



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur
S. Didier
Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Direct Sprint
Tirage
1000 exemplaires



COMMUNIQUE DE PRESSE

Tu es Jeune Libre et Dynamique, que fais tu de tes vacances? Rejoins nous à welcome Holidays pour vivre. Un show musical avec des artistes talentueux, des jeux et tombolas pour gagner de divers lots.... Viens et tu repartiras avec pleins de surprises agréables.

*Le samedi 18 août à 15h
Au collège protestant de Lomé*

LES PRIX BAISSENT

**Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA**

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 000 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg